

Bioéthique : États Généraux

samedi 3 mars 2018

Comme cela avait été prévu par le législateur, une consultation est en cours au sujet des lois relatives à la bioéthique.

Que nous le voulions ou non, les techniques évoluent et les manières de vivre aussi. Notre société a vécu récemment (après la deuxième guerre mondiale) l'exode rural et la question du grand âge ne se pose pas de la même manière qu'auparavant. Nos efforts et les « progrès » concourent à une vie souvent très longue. Les personnes âgées sont plus nombreuses qu'auparavant, et vivent moins que par le passé chez leurs enfants. De plus, la fin de vie n'est pas un sujet que nous pourrions considérer « avec distance », sans que notre réflexion soit affectée par nos aspirations personnelles, notre histoire, nos peurs et nos espoirs. De même, le regard sur les maladies, les désirs d'engendrement, la volonté d'améliorer nos corps ne nous laissent pas indifférents.

En ces temps nouveaux, et sans nous laisser emporter par des sentiments ou des raisonnements se limitant à des slogans, nous devons donner un avis et contribuer à des décisions. Le système démocratique est une chance (un privilège) à faire vivre. Il s'agit donc de s'exprimer, personnellement, en s'étant normalement renseigné au préalable sur les questions ouvertes au débat. En voici la présentation par nos évêques :

<http://eglise.catholique.fr/sengager-dans-la-societe/eglise-et-bioethique/>

Si les médias aiment à rapporter la revendication du « droit à mourir dans la dignité », le chrétien sait que toute personne — même fragile ou abîmée — est aimée de Dieu, ce qui lui confère une dignité absolue. À toute étape de leur vie, l'homme, la femme, créés à l'image de Dieu, doivent être dignement considérés, honorés, accompagnés. Cela fonde la doctrine sociale de l'Église, son discours sur les « questions sociales »,

c'est-à-dire toutes ces questions qui ne sont pas confinées dans les sacristies.

Dans la préface de l'ouvrage « Notre bien commun », publié par le Service national Famille et Société (Conférence des Évêques de France) Mgr Brunin cite le Pape François (Evangelii Gaudium) au §183 : « personne ne peut exiger de nous que nous reléguions la religion dans la secrète intimité des personnes, sans aucune influence sur la vie sociale et nationale, sans se préoccuper de la santé des institutions de la société civile, sans s'exprimer sur les événements qui intéressent les citoyens. [...] Une foi authentique - qui n'est jamais confortable et individualiste - implique toujours un profond désir de changer le monde, de transmettre des valeurs, de laisser quelque chose de meilleur après notre passage sur la terre. Nous aimons cette magnifique planète où Dieu nous a placés, et nous aimons l'humanité qui l'habite, avec tous ses drames et ses lassitudes, avec ses aspirations et ses espérances, avec ses valeurs et ses fragilités. La terre est notre maison commune et nous sommes tous frères.

Bien que « l'ordre juste de la société et de l'État soit un devoir essentiel du politique », l'Église « ne peut ni ne doit rester à l'écart dans la lutte pour la justice ». Tous les chrétiens, et aussi les pasteurs, sont appelés à se préoccuper de la construction d'un monde meilleur. Il s'agit de cela, parce que la pensée sociale de l'Église est en premier lieu positive et fait des propositions, oriente une action transformatrice, et en ce sens, ne cesse d'être un signe d'espérance qui jaillit du cœur plein d'amour de Jésus Christ. »

Notre expression personnelle est nécessaire. Elle n'est pas destinée à vaincre les opinions contraires, elle doit être porteuse du regard du Christ sur l'humanité. Le Christ est celui qui accueille ; il prie pour ceux qui sont dans l'erreur. Voici le lien :

<https://etatsgenerauxdelabioethique.fr/projects>

Le saviez-vous ? Il y a une autre consultation pour un autre débat de société : le Sénat recueille nos avis en ce qui concerne la sécurité routière et les récents projets gouvernementaux.

http://www.senat.fr/commission/groupe_de_travail_sur_la_securite_routiere/espace_participatif.html

C'est là aussi une question de société : comment faire de nos routes des espaces de respect mutuel et de préservation de toute vie ? Pensez-vous, comme moi, que nos comportements sur les routes manquent de « savoir-vivre » ? Et je suis étonné que les manquements au « Code de la Route » comme au « bon comportement sur la route » soient systématiquement absents de vos confessions... !

Que ce temps de Carême soit propice à la prière, à la réflexion, au partage... et à l'action !

P. Pascal